

## Fiche-action n° 7.1

# Mettre en place des dispositifs sécurisés juridiquement pour maîtriser la volatilité des prix des matières premières

### ACTION :

- *Nature (nationale/régionale) ;*
- *Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;*

- *Durée et calendrier de mise en œuvre.*

- Nationale
- **Adapter et clarifier le droit de la concurrence** pour une application plus équilibrée des dispositions de la LME
- **Mettre en place des mécanismes de régulation** réglementaire ou par voie de contractualisation en introduisant une clause d'indexation des coûts de production (matières premières, énergie...) pour lisser sur un temps longs (6 mois ou davantage) les hausses de prix, ou bien une clause qui, au-delà d'un certain seuil de fluctuation, autoriserait ou même rendrait obligatoire une réouverture des négociations
- **Promouvoir et développer la contractualisation** entre industriels et distributeurs
- Améliorer les outils financiers permettant de gérer les fluctuations de trésorerie
- Dès que possible

### OBJECTIF :

- *Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;*

- *Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur ;*

- *Justification du niveau de priorité de l'action*

- **Instaurer un climat plus serein dans les relations commerciales** par une répercussion de la hausse du coût des matières premières mieux partagée et plus équilibrée entre industriels et distributeurs, les premiers ayant le sentiment aujourd'hui de supporter les plus gros efforts en matière de réduction de marge pour compenser les hausses de prix
- Permettre aux entreprises, notamment aux TPE et PME, de dégager des marges suffisantes par une meilleure répercussion des coûts (matières premières) afin d'asseoir leur pérennité et d'envisager des investissements de développement ou de modernisation pour être compétitives
- **Eviter le déréférencement** des industriels auprès de la distribution en raison d'un coût du produit trop élevé, l'asphyxie des industriels par des trésoreries de plus en plus tendues (déséquilibre dans la répartition des frais supportés)
- **Sécuriser les débouchés** des industriels auprès de la distribution

<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i><u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cf. action n° 3-4 intitulée : « Adapter les aides publiques et le financement au cycle de vie de l'entreprise en intégrant les spécificités des IAA »</li> <li>- Oui, aux autres secteurs de l'économie clients de la distribution</li> </ul>
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i><u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les entreprises</li> <li>- Les ministères chargés de l'économie, de la consommation, de l'agroalimentaire, l'Autorité de la concurrence, en lien avec la représentation nationale de la filière agroalimentaire (Fédération des entreprises du commerce et de la distribution, ANIA...)</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues ;</i></li> <li>- <i>Piste de <u>financements privés</u></i></li> <li>- <i>Modalités financières d'intervention <u>publique</u></i></li> </ul>	

### Proposition d'action n° : 7.1

## Fiche-action n° 7.2

# Garantir des conditions de concurrence loyales entre industriels et des relations commerciales équilibrées entre industriels et distributeurs

### ACTION :

- *Nature (nationale/régionale) ;*
- *Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;*

- *Durée et calendrier de mise en œuvre.*

- Nationale
- **Renforcer les contrôles** des pouvoirs publics dans les entreprises, notamment ceux de la répression des fraudes chargée de vérifier la qualité, la traçabilité et la conformité des produits proposés aux consommateurs
- **Sensibiliser les chefs d'entreprises** sur les risques encourus en cas de fraude avec des impacts pouvant être préjudiciables pour la renommée de l'entreprise, son activité, ses emplois, son existence...
- **Mieux encadrer les contrôles internes** réalisés par les entreprises elles-mêmes pour sécuriser davantage la qualité de la matière première achetée et utilisée dans la fabrication des produits
- Permanente et dès que possible

### OBJECTIF :

- *Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;*
- *Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur ;*
- *Justification du niveau de priorité de l'action*

- **Garantir des conditions de concurrence loyales** entre industriels
- **Conforter l'image du secteur agroalimentaire** auprès du consommateur en termes de traçabilité, de qualité, de satisfaction...
- Lever les inquiétudes sur la nature et/ou l'origine des produits (ou ingrédients) alimentaires
- Montrer, par les résultats de contrôles officiels, que le secteur est performant et respectueux des dispositions réglementaires (sanitaires, traçabilité)
- **Apporter de la confiance** aux consommateurs sur les produits alimentaires, notamment transformés afin de stimuler l'acte d'achat et l'activité des entreprises
- Enrayer la recrudescence des fraudes observée par la profession
- Eviter des distorsions de concurrence par des malfaçons

<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i><u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i><u>Acteurs impliqués</u> dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les industriels et distributeurs</li> <li>- Ministères chargés de l'agriculture (pour les aspects sanitaires) et de l'économie et des finances (pour les aspects consommation), services déconcentrés de l'Etat (DDPP et DIRECCTE)</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues ;</i></li> <li>- <i>Piste <u>de financements privés</u></i></li> <li>- <i>Modalités financières d'intervention <u>publique</u></i></li> </ul>	

## Proposition d'action n° 7.2

## Fiche-action n° 7.3

# Redynamiser l'élevage bovin pour sécuriser les approvisionnements des outils industriels de transformation (viande et lait)

### ACTION :

- Nature (nationale/régionale) ;
- Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;
- Durée et calendrier de mise en œuvre.

- Nationale (voire UE) et régionale
- **Rééquilibrer les aides de la PAC** en faveur du second pilier et notamment de l'élevage bovin
- **Mieux faire reconnaître la valeur travail** en élevage par une meilleure politique de soutien (dans le calcul des primes octroyées), plus importante que dans le secteur céréalier
- Réexaminer les conditions d'exportation de viande en privilégiant la commercialisation d'animaux transformés et non vivants (à l'instar de l'Allemagne) pour soutenir l'activité de nos industriels
- Favoriser les installations et le maintien de l'activité d'élevage dans nos territoires par une politique plus incitative
- Pérenniser les débouchés des productions d'élevage en accompagnant la modernisation des outils régionaux de transformation
- Revoir les dispositions de certaines normes environnementales, jugées trop contraignantes par les éleveurs (stockage et gestion des effluents) pour pérenniser leur activité
- A partir de 2014

### OBJECTIF :

- Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;
- Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur ;
- Justification du niveau de priorité de l'action

- **Maintenir une activité d'élevage** dans des bassins de production traditionnels
- **Sécuriser sur le long terme les approvisionnements locaux** de viande et de lait des industriels présents dans les territoires (abattoirs, transformateurs)
- **Soutenir l'activité et l'emploi** des entreprises de transformation en limitant l'export d'animaux vivants
- Conserver des territoires avec des activités agricoles diversifiées
- **Enrayer la déprise de l'élevage bovin** pour assurer et conforter l'activité industrielle
- Eviter l'arrêt de l'élevage, souvent définitif, au profit des grandes cultures plus rémunératrices et moins contraignantes, et la disparition par ricochets d'entreprises de l'aval de la filière et de tous les emplois induits
- Eviter une perte de richesse en termes de biodiversité (perte de cheptels, retournement de prairies, modification progressive du paysage...)

<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i><u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Assise nationale de l'installation en cours</li> </ul>
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i><u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les éleveurs de bovin</li> <li>- Ministère chargé de l'agriculture, Etats membres de l'UE, Région, les professionnels agricoles de la filière bovine (lait et viande), APCA, chambre d'agriculture</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues ;</i></li> <li>- <i>Piste de <u>financements privés</u></i></li> <li>- <i>Modalités financières d'intervention <u>publique</u></i></li> </ul>	

### Proposition d'action n° 7.3

## Fiche-action n° 7.4

# Prendre en compte de manière plus intégrée les attentes des consommateurs

<p><b><u>ACTION :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Nature (nationale/régionale) ;</i></li> <li>- <i>Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;</i></li> <li>- <i>Durée et calendrier de mise en œuvre.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régionale</li> <li>- <b>Encourager les démarches collectives</b> qui permettent aux entreprises de s'engager dans la compétitivité par la qualité (approvisionnement de matières locales, agriculture biologique, comportements éco-responsables...)</li> <li>- <b>Assurer la promotion</b> de ces démarches collectives auprès des consommateurs et des acheteurs, y compris des collectivités publiques</li> <li>- Permanente et dès que possible</li> </ul>
<p><b><u>OBJECTIF :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Quel <u>impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;</i></li> <li>- <i>Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur ;</i></li> <li>- <i>Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Développer de nouveaux marchés</b> pour les entreprises régionales, avec notamment ceux de la restauration collective (dont publique)</li> <li>- <b>Assurer des débouchés locaux aux productions agricoles régionales</b> en promouvant par exemples les marques régionales (Gourmandie, Buy Normandie)</li> <li>- <b>Répondre aux attentes sociales et à celles des consommateurs</b> (traçabilité, qualité, circuits courts, limiter le gaspillage...)</li> <li>- L'offre des entreprises doit être en phase avec les attentes et besoins du consommateur, pour justifier leur existence</li> <li>- Tenir compte des changements d'habitude alimentaire</li> <li>- Nécessité de produire des biens de consommation qui correspondent aux besoins des ménages pour développer une activité d'entreprise viable</li> </ul>
<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i>Interaction avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i>Possibilité d'<u>expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Oui, aux autres secteurs de l'économie</li> </ul>

<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i>Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les consommateurs</li> <li>- Interprofession régionale (AHNORIA), IRQUA-Normandie, les industriels et distributeurs</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liste et montants indicatifs des dépenses prévues ;</i></li> <li>- <i>Piste de financements privés</i></li> <li>- <i>Modalités financières d'intervention publique</i></li> </ul>	

#### Proposition d'action n° 7.4

## Fiche-action n° 7.5

### Renforcer les actions de l'AHNORIA<sup>1</sup> dans l'animation du réseau des entreprises

<p><b><u>ACTION :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Nature (nationale/régionale) ;</i></li> <li>- <i>Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;</i></li> <li>- <i>Durée et calendrier de mise en œuvre.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Régionale (voire interrégionale)</li> <li>- <b>Mettre en place des réseaux</b> permettant aux petites et moyennes entreprises d'échanger entre elles, d'accéder à de l'information (juridique, technique, fiscale, management, sur les dispositifs d'aide existants...)</li> <li>- <b>Organiser régulièrement des rencontres</b> pour confronter des analyses, des stratégies de développement, des expériences, sensibiliser les chefs d'entreprises sur des étapes clés dans la vie d'une entreprise, les écueils à éviter, favoriser des regroupements, la nécessité d'établir une stratégie à LMT... en faisant appel en tant que de besoin à des experts</li> <li>- <b>Inciter les entreprises à s'investir davantage dans les réseaux régionaux</b> et à travailler avec les réseaux (Gourmandie, Buy Normandie...)</li> <li>- <b>Mutualiser les actions et les moyens</b> avec d'autres structures interprofessionnelles (ANEA<sup>2</sup> en Basse-Normandie...)</li> <li>- <b>Renforcer sa représentativité</b> (augmentation du nombre d'adhérents)</li> <li>- <b>Organiser et porter</b> des actions collectives (sur l'emploi, la formation...)</li> <li>- De façon permanente et dès que possible</li> </ul>
<p><b><u>OBJECTIF :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;</i></li> <li>- <i>Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur ;</i></li> <li>- <i>Justification du niveau de priorité de l'action</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Permettre aux décideurs d'agir avec efficience</b> en s'appuyant sur les connaissances de l'interprofession et des réseaux spécialisés</li> <li>- <b>Eviter l'isolement lors de la prise de décision</b> qui peut mettre en difficulté l'entreprise</li> <li>- <b>Conforter les chefs d'entreprises dans leurs décisions</b> et la définition de leur stratégie d'entreprise</li> <li>- Les difficultés rencontrées par les TPE et PME sont souvent dues à un manque d'information, d'échanges qui ne leur permet pas d'anticiper les problèmes et de les aborder correctement. Le rôle de l'interprofession est de les accompagner au plus près.</li> </ul>

<sup>1</sup> Association haut-normande des industries agroalimentaires

<sup>2</sup> Association normande des entreprises alimentaires

<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i>Interaction avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i>Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i>Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Action de l'interprofession régionale (AHNORIA) mais rôle partiellement assuré compte tenu des difficultés rencontrées pour mobiliser des entreprises et des moyens limités dont dispose cette structure (0,5 ETP)</li> <li>- Cf. actions : n° 3.1 « <i>Accompagner les chefs d'entreprise dans la définition d'une stratégie</i> », n° 4.4 « <i>Encourager et accompagner la création de groupements d'employeurs</i> ».</li> <li>- A l'échelle du bassin d'emploi de Dieppe – Caux maritime, velléités d'organiser un « pôle agroalimentaire » pour reconnaître un savoir-faire local, de trouver des synergies et le cas échéant de mutualiser certains investissements (communication, R&amp;D...) ou recrutements (responsable de sécurité alimentaire, ergonome...)</li> </ul>
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i>Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- AHNORIA, industriels</li> <li>- Interprofession régionale (AHNORIA), ANEA, IRQUA-Normandie, Région, DRAAF (réfèrent régional IAA), DIRECCTE, entreprises, chambres consulaires, agences locales de développement économique, plateforme de transfert technologique (Agro-Hall)</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liste et montants indicatifs des dépenses prévues ;</i></li> <li>- <i>Piste de financements privés</i></li> <li>- <i>Modalités financières d'intervention publique</i></li> </ul>	

Proposition d'action n° **7.5**